



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société KNAUF SUD
exploitant une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé,
37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80 du 20 juin 2013, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2022, autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat d'exploiter une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 4 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications envisagées sur le site KNAUF SUD, transmis par courrier du 16 janvier 2021 et complété les 21 janvier et 3 mars 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 octobre 2022 ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que les modifications envisagées sur le site KNAUF SUD ne génèrent pas d'impact environnemental nouveau significatif ni de risques pour les tiers ;

Considérant que les projets de modification ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de

l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications présentées dans le porter à connaissance susvisé ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas à être soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement est classé sous le régime de l'enregistrement mais que l'exploitant n'ayant pas à ce jour demandé à ce que son installation soit gérée via les règles de procédure de l'enregistrement, il reste soumis aux règles de procédure de l'autorisation définies au titre VIII du livre 1er du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société KNAUF Sud à Colomiers par lettre du 19 octobre 2022, notifiée le 29 octobre 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société KNAUF SUD n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société KNAUF SUD, à Colomiers (31 770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié complété susvisé.

Art. 2. – Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2003 modifié et complété, listant les activités visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est modifié comme suit pour la rubrique n° 2663.1.a :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou substance	Volume autorisé
2663-1-a	E	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :	Hall n° 18 : Polystyrène en billes expansées et matière régénérée : 4 930 m ³ . Halls n° 9 et 16 : Polystyrène en bloc : 11 200 m ³ (hall n°9) et 2 500 m ³ (hall n° 16) Auvent n° 20 : Produits finis (polystyrène en plaques), produits de négoce : 16 000 m ³	43 320 m ³

		<p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m³.</p>	<p>plateforme logistique extérieure du site B : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 7 490 m³ répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pavé B : 2 400 m³ ; - Pavé D : 2 600 m³ ; - Pavé W : 2 490 m³. <p>Auvents extérieurs des halls n° 3 et 4 : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 1 200 m³ répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - auvent extérieur du hall n° 3 : 600 m³ ; - auvent extérieur du hall n° 4 : 600 m³. 	
--	--	--	---	--

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration,

Art. 3. – Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance du 16 décembre 2021 complété susvisé, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Art. 4. – Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
A.01	Chaudière vapeur (local 11)	5 400 kW	Gaz naturel
A.02	Expanseur – cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.03	Expanseur – sortie cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.04	Expanseur – lit fluidisé (hall 15)	-	-
A.05	Moule à blocs M01 (hall 15)	-	-
A.06	échappements des pompes à vide du moule à bloc M01	-	-
A.07	Moule à bloc MO2	-	-

Art. 5. – Conditions générales de rejet

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre en mm	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° A.01	16	600	5000	5
Conduit N° A.02	9,5	200	1250	-
Conduit N° A.03	9,5	400	2300	-
Conduit N° A.04	9,5	600	12000	-
Conduit N° A.05	10	300	3500	-
Conduit N° A.06	7	300	950	-
Conduit N° A.07	10	800	5000	-

Art. 6. – Localisation des points de rejet

Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EU.01 (au sud du hall n° 15 puis réseau collectif impasse de l'Echut)
Nature des effluents Débit maximal journalier (m ³ /j) Exutoire du rejet Traitement avant rejet Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement Autres dispositions	Eaux usées industrielles et eaux domestiques 35 Réseau eaux usées collectif de la Z.I En Jacca - COLOMIERS - Station de traitement collective urbaine de Ginestous à Toulouse, via le poste de relevage de Garrabot Autorisation de déversement des effluents à caractère industriel (service assainissement de communauté urbaine de Toulouse Métropole) Obturbateur manuel

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP.01 (site A), N° EP.02, EP.04, EP.06, EP.07 (site B)
Nature des effluents	Eaux pluviales

Exutoire du rejet	Réseau eaux pluviales de la Z.I. En Jacca - COLOMIERS Système de piégeage des flottants
Traitement avant rejet	Débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures (EP.01, EP.02 et EP.07)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ruisseau de Garrabot puis l'Aussonnelle (EP.01, EP.04 et EP.06)
Conditions de raccordement	Ruisseau de Bassac (EP.02 et EP.07) Convention
Autres dispositions	Obturbateurs pneumatiques fixes (EP.02, EP.04, EP.06 et EP.07) Obturbateur manuel (EP.01 : dans la cour du site A)

Art. 7. – Repères internes

Les dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Point de rejet interne à l'établissement	N° EP.05 (site B)
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	EP. 02
Traitement avant rejet	Système de piégeage des flottants Débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures

Art. 8. – Valeurs limites d'émission des rejets aqueux avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des rejets aqueux avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Article 4.3.9.1. Rejet EU.01 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Les dispositions des articles 39 et 40 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont rendus applicables au site KNAUF SUD pour le rejet EU.01.

Pour les polluants autres que ceux réglementés par l'article 39 de l'arrêté ministériel précité, les valeurs limites sont celles fixées par l'article 38 de ce même arrêté ministériel.

Article 4.3.9.2. Rejets d'eaux pluviales canalisées EP.01, EP.02, EP.04, EP.06 et EP.07

Les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont rendus applicables au site

KNAUF SUD pour les rejets EP.01, EP.02, EP.04, EP.06 et EP.07 ».

Art. 9. – Surveillance des émissions et de leurs effets – modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance.

Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 sont complétées par les dispositions suivantes :

« Article 9.2.3 Émissions dans l'eau – rejet EU.01

Les dispositions des articles 58 et 60 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont rendus applicables au site KNAUF SUD pour le rejet EU.01. »

Art. 10. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 11. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{re} du code de l'environnement.

Art. 12. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 13. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Colomiers et peut y être consultée par tout intéressé.

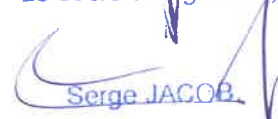
Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Colomiers pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 14. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Colomiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le **28 NOV. 2022**

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,


Serge JACOB